



Avignon, le 23 janvier 2012

L'inspecteur d'académie
directeur des services départementaux
de l'éducation nationale

à

Mesdames les directrices,
Messieurs les directeurs
des écoles publiques du Vaucluse

S/c de Mesdames les inspectrices et
Messieurs les inspecteurs de l'éducation
nationale chargés d'une circonscription



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



INSPECTION ACADEMIQUE
DE VAUCLUSE

Division
de la scolarité

Dossier suivi par
Jean-Christophe BERARD
Téléphone
04 90 27 76 90
Fax
04 90 27 76 79
Mél.
jean-christophe.berard
@ac-aix-marseille.fr

49 rue Thiers
84077 Avignon Cedex

Objet : Journée de solidarité

Référence : Arrêté du 4 novembre 2005 relatif à la journée de solidarité
pour les personnels relevant du ministère de l'éducation nationale

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les dispositions réglementaires susvisées.

Selon ce texte toujours en vigueur, je vous rappelle que la journée de solidarité peut être fractionnée en deux demi-journées et qu'elle doit être consacrée, hors temps scolaire, à la concertation des enseignants sur le projet d'école.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer à l'inspecteur de l'éducation nationale de votre circonscription **pour le 15 février 2012** les modalités retenues dans votre école, pour organiser cette journée au titre de l'année 2011-2012, en conformité avec les obligations précitées.

Signé par

Bernard LELOUCH

P.J : Arrêté du 4 novembre 2005 fixant la journée de solidarité.

Arrêté du 4 novembre 2005

(Education nationale, Enseignement supérieur et Recherche : bureau DAF C1)

Vu Code de l'éducation ; Code du travail, not. art. L 212-16 ; L. n° 2004-626 du 30-6-2004, not. art. 6 ; avis du CTP ministériel du MEN du 18-10-2005.

Journée de solidarité pour les personnels relevant du ministre de l'éducation nationale.

NOR : MENF0502404A

Article premier . - Pour les fonctionnaires et agents non titulaires relevant de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 placés sous l'autorité du ministre chargé de l'éducation nationale la journée de solidarité prévue à l'article L 212-16 du code du travail est fixée ainsi qu'il suit :

1° Pour les personnels enseignants des premier et second degrés et les personnels d'éducation : Une journée, le cas échéant fractionnée en deux demi-journées, est consacrée hors temps scolaire à la concertation sur le projet d'école ou d'établissement mentionné à l'article L 401-1 du code de l'éducation et, dans les établissements publics locaux d'enseignement, à la concertation sur le projet de contrat d'objectif prévu par l'article L 421-4 du code de l'éducation ainsi qu'à la définition d'un programme d'action en faveur de l'orientation et de l'insertion professionnelle des jeunes.

Sa date est déterminée dans le premier degré par l'inspecteur de l'éducation nationale après consultation du conseil des maîtres et dans le second degré, par le chef d'établissement après consultation des équipes pédagogiques.

2° Pour les autres personnels, la journée de solidarité prend la forme d'une journée ou d'une durée de travail de sept heures, continue ou fractionnée, effectuée aux dates déterminées par l'autorité responsable de l'organisation du service après consultation des personnels concernés.

(JO du 17 novembre 2005 et BO n° 43 du 24 novembre 2005.)